

Unité bidépartementale Eure Orne
12 rue de Melleville
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le
07/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



CLARIANT PRODUCTION FRANCE

Quai Sud
76470 LE TREPORT

Références :
Code AIOT : 0030100261

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2022 dans l'établissement CLARIANT PRODUCTION FRANCE implanté Lieu dit Les Marais Tourny 27630 VEXIN SUR EPTE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLARIANT PRODUCTION FRANCE
- Lieu dit Les Marais Tourny 27630 VEXIN SUR EPTE
- Code AIOT : 0030100261
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société CLARIANT Production France exploite une carrière d'argile à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Vexin-sur-Epte (ancienne commune de Tourny), autorisée par arrêté préfectoral du 25 février 2008.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- organisation de l'extraction
- surveillance environnementale

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Gestion de l'eau	Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 2.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	avant tout rejet en milieu naturel
5	Gestion de l'eau	Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 2.4.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Plans	Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 3.7	/	Lettre de suite préfectorale	Plan d'exploitation 2023

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rubrique de classement	Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 1.2	/	Sans objet
2	Caractéristiques de la carrière	Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 1.3	/	Sans objet
3	Gestion de l'eau	Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 2.4.1	/	Sans objet
6	Exploitation – organisation de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 3.4.1	/	Sans objet
7	Exploitation – épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 3.4.2	/	Sans objet
8	Exploitation – front d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 3.4.3	/	Sans objet
9	Circulation des engins	Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 3.5	/	Sans objet
11	Stockages	Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 3.8	/	Sans objet
12	Garanties financières	AP Complémentaire du 10/07/2014, article 5.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 7.3.5	/	Sans objet
14	Bruits	Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 7.6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu. L'exploitant doit cloturer son site sur tout le périmètre, à améliorer son plan d'exploitation annuel ainsi qu'à effectuer un contrôle du respect des valeurs limites de rejet si les eaux sont rejetées dans le milieu naturel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique de classement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique de classement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'autorisation porte sur les rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes : 2510-1-A : - production moyenne annuelle : 25 000 tonnes - production maximale annuelle : 35 000 tonnes 2517-2-D 20 000 m3
Constats : En ce qui concerne la rubrique 2510 relative à l'exploitation de carrière, l'exploitant indique, pour l'année 2021, avoir exploité 16 800 tonnes d'argile et 8400 tonnes de stériles, soit un total extrait de 25 200 tonnes (déclaration gerep faite le 18/03/2022), ce qui est conforme à la prescription. Pour la rubrique 2517, le volume autorisé dans l'arrêté préfectoral est de 20 000 m3 (régime de la Déclaration). Cependant, un changement de nomenclature est intervenu dans l'intervalle, la rubrique ayant maintenant des seuils en surface (et non plus en volume) : - seuil de la Déclaration entre 5000 et 10 000 m2, - seuil de l'Enregistrement supérieur à 10 000 m2. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'au 10 mars 2022 (relevé annuel du géomètre) le volume de stockage au sol était de 8271 m3, mais il ne connaissait pas la surface . L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées la surface maximale au sol utilisée dans le cadre de la station de transit, pour bénéficier de l'antériorité au titre de la rubrique 2517 modifiée. L'arrêté préfectoral sera mis à jour ultérieurement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Caractéristiques de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Durée de l'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La présente autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 15 ans à compter de la notification du présent arrêté. Cette durée inclut la remise en état du site.</p> <p>Constats : La carrière est actuellement autorisée jusqu'au 25 février 2023. Une demande de prolongation de deux ans a été déposée et est en cours d'instruction. La modification n'est pas jugée substantielle. Il est demandé à l'exploitant de clarifier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - clarifier les productions annuelles de la carrière indiquées en page 22 du dossier, non conformes avec les déclarations gerep (ne pas confondre extraction = production et envoi vers l'usine du Tréport) ; - mise en page du plan d'exploitation en page 21 du dossier, qui n'est pas utilisable en l'état actuel ; - clarifier l'évolution des matières en suspension (MES) au niveau du piézomètre aval ; - revoir le calcul des garanties financières : ne prendre qu'une seule période de référence, prendre les coefficients correspondant au cas n°3 (carrière à ciel ouvert), vérifier que les berges/fronts de taille autour du plan de d'eau sont bien pris en compte dans le calcul (car non remis en état pour le moment), clarifier pour chaque phase ce qui est remis en état (a priori phases 1 à 3 et phases 6 à 8), ce qui est en infrastructure (phase 4), ce qui est en chantier (a priori phases 9 à 13) et clarifier le devenir des phases 14 et 15.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux des suintements tertiaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les suintements pouvant survenir du talus taillé dans les terrains gorgés d'eau de la partie nord-est du site seront recueillis par un dispositif spécifique (indépendant et isolé du dispositif général de gestion des eaux pluviales décrit à l'article 2.5.2 de l'arrêté, non reproduit ici) directement relié au plan d'eau créé dans le cadre de la remise en état.</p> <p>Ce dispositif sera créé à l'avancement de l'exploitation dans la zone humide et différera selon sa situation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans la zone en cours d'exploitation, il s'agira d'un fossé réalisé en pied de talus qui facilitera le drainage et l'évacuation des eaux de la zone, - dans une zone réaménagée, ce fossé sera comblé de manière à ce que ces eaux aient des difficultés à s'écouler et engorgent bien les terrains. Une très légère pente persistera en direction du plan d'eau qui constituera le réceptacle final de ces suintements. <p>Constats : L'exploitant a indiqué que lors de l'extraction en partir nord-est, l'eau était dirigée vers le plan d'eau, et qu'à l'heure actuelle, toutes les eaux de ruissellement et de suintement vont dans le plan d'eau. Le jour de la visite, et en raison de la période de sécheresse, aucun écoulement n'était visible dans cette zone. Une pente à été constatée entre cette zone et le plan d'eau.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales qui ruissellent sur la carrière (casier en exploitation ou en cours de décapage, casier en cours de réaménagement et zones réaménagées) devront être recueillies en interne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit par la mise en place d'un bassin d'orage de 100 m³ en fond de carrière pour le casier en exploitation ou en cours de décapage, - soit par le plan d'eau du site réaménagé pour les eaux pluviales des zones réaménagées. <p>L'accès au bassin d'orage devra être interdit par un moyen efficace (clôture,...) et le risque de noyade indiqué par des pancartes.</p> <p>Les eaux pluviales recueillies sur les zones qui n'ont pas été encore exploitées pourront quant à elles ruisseler jusqu'à la dépression naturelle située sur la prairie voisine à l'ouest du site.</p> <p>Dans le cas où l'eau accumulée en fond de casier empêche le bon déroulement de l'exploitation, l'excédent de l'eau devra être évacué avant la reprise de l'extraction. Si les eaux sont rejetées au milieu naturel, un contrôle du respect des valeurs limites de rejet de l'article 7.3.2 devra être réalisée avant tout rejet.</p> <p>Des fossés et/ou merlons devront être mis en place en périphérie Nord, Est et Sud de la carrière afin d'empêcher les eaux de ruissellement provenant de l'extérieur de rejoindre le périmètre de la carrière.</p> <p>Constats : Le jour de la visite, aucun bassin d'orage n'a été constaté puisque ce n'est pas la solution retenue par l'exploitant pour sa gestion des eaux pluviales. L'exploitant a indiqué que les eaux pluviales qui ruissellent se dirigent vers le plan d'eau, pour les zones réaménagées et pour les zones en extraction, qui agrandissent le plan d'eau à chaque phase.</p> <p>Le jour de la visite, il a été constaté l'absence de clôture ou dispositif équivalent en bordure nord/nord-ouest du site (phases 8, 9 et 15). L'exploitant indique que cette clôture était présente mais bordée par des champs. La clôture a probablement été détruite lors du passage des engins agricoles.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de clôturer l'ensemble de son site.</p> <p><i>L'exploitant a transmis, par email en date du 3 octobre 2022, une photo montrant la clôture restaurée.</i></p> <p>A chaque début d'extraction, l'exploitant pompe le plan d'eau vers l'étang situé à une cinquantaine de mètres à l'ouest du site (étang à sec le jour de la visite). Toutefois l'exploitant n'a pas réalisé de contrôle du respect des valeurs limites de rejet en milieu naturel. Il s'est engagé à le faire avant la prochaine phase d'extraction.</p> <p>L'inspection demande à ce que le contrôle du plan d'eau avant tout rejet en milieu naturel soit fait et lui soit transmis avant le démarrage de la prochaine phase d'extraction.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : avant tout rejet en milieu naturel et avant le démarrage de la prochaine phase d'extraction.

N° 5 : Gestion de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 2.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux usées domestiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux usées domestiques seront collectées dans une fosse étanche sans exutoire interne. Elle sera vidangée régulièrement par pompage par une entreprise d'assainissement habilitée.
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas avoir à gérer d'eaux usées domestiques, car il n'y a pas de bureaux permanents. L'entreprise Guintoli/NGE qui fait les campagnes d'extraction vient avec ses propres modules préfabriqués (Algéco) équipés de toilettes indépendants. Le jour de la visite, aucun équipement de type bureaux/toilettes n'était présents sur le site. Il est toutefois demandé à l'exploitant de confirmer, sous 2 mois, que la gestion des eaux usées domestiques est assurée par l'entreprise extérieure qu'il emploie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Exploitation – organisation de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation – organisation de l'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, conformément au plan annexé au présent arrêté (annexe 2, non reproduit ici). L'extraction est réalisée en phases de 1 année chacune, conformément au plan de phasage d'exploitation et de réaménagement du site annexé au présent arrêté (annexes 2 et 3 : plans de phasage des travaux et de remise en état du site, non reproduit ici).
Constats : Il est noté que le dossier de demande de modification en cours d'instruction concerne une prolongation de l'activité au delà de la date précédemment définie, la production ayant été moindre. L'inspection note ainsi que le phasage actuel tel que défini dans l'arrêté d'autorisation n'est pas respecté, puisqu'il fait l'objet de la demande en cours. Lors de la visite sur site, il a été constaté une extraction par phase, un casier l'un après l'autre, à un rythme plus lent que prévu. Toutefois, le réaménagement prévu, notamment la localisation du plan d'eau, n'est pas conforme à l'arrêté. L'exploitant a indiqué que c'est la topographie et le profil d'extraction, avec le point bas entre les phase d'extraction 5 et 12, qui l'ont conduit à revoir la localisation du plan d'eau, sans modifier la philosophie globale du réaménagement, seulement la localisations différents espaces. L'exploitant a indiqué qu'il proposera un nouveau dossier de demande de modification, de manière à modifier les conditions de remise en état et à finaliser l'extraction des casiers 4, 14 et 15, une fois sa demande de prolongation de deux ans statuée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Exploitation – épaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 3.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation – épaisseur d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'épaisseur maximale d'extraction est de 10 mètres (en moyenne 4,5 m). Le gisement ne sera pas exploité sous la cote absolue d'extraction + 103 m NGF .
Constats : Le plan d'exploitation 2022 indique, pour les zones hors d'eau, une cote minimale de 107,84 m NGF, ce qui est conforme à la prescription. Comme constaté au point n°10 du présent rapport, ce plan ne permet pas d'appréhender la surface d'extraction pour les zones en eau. L'exploitant fera ajouter des points d'altitudes pour le plan d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Exploitation – front d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 3.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation – front d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une banquette doit être aménagée au pied de chaque gradin. Sa largeur qui ne pourra être inférieure à 5 m sera déterminée par l'exploitant en fonction de l'évaluation des risques prévue dans le document de sécurité et de santé établie conformément au règlement général des industries extractives. Lorsque le front de taille est supérieur à 5 mètres, une banquette intermédiaire respectant les prescriptions figurant ci-dessus sera créée. Les fronts sont dressés à la pente maximum de 60°.
Constats : Le jour de la visite, il n'y avait pas d'activité, ni de casier en cours d'extraction. Aucun front de taille d'une hauteur supérieure à 5 m n'était visible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Circulation des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Circulation des engins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A l'intérieur du site, les véhicules circulent sur les bandes non exploitées à l'intérieur de la carrière et sur une piste de circulation pour descendre vers le carreau. Les pistes internes et la piste d'accès au site seront constituées en matériaux stabilisés. La vitesse de circulation sera limitée à 25 km/h. Une signalétique sera mise en place à l'intérieur du site et un plan de circulation sera établi et affiché à l'entrée du site. Les véhicules ne doivent pas être sources de nuisances ou de dangers. En particulier, les roues doivent être nettoyées avant l'emprunt des voies de circulation extérieures au site.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, aucun véhicule ne circulait. Un panneau d'affichage indiquait une vitesse de circulation maximale de 10 km/h.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Plans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan à l'échelle 1/2500ième est établi et mis à jour tous les ans. Ce plan doit être envoyé annuellement à l'inspection des installations classées.</p> <p>Sur ce plan doivent être notamment reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les bords de fouille (avancement de l'exploitation), - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - la position des ouvrages situés en surface et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales, - les zones en cours d'exploitation, - les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué, - les zones exploitées en cours de réaménagement, - les futures zones à exploiter.
<p>Constats : L'exploitant a remis le dernier plan d'exploitation annuel, en date du 10 mars 2022. Ce plan contient les limites du périmètre, les bords de fouille, des cotes altimétriques, la numérotation des phases.</p> <p>Toutefois, sont absents de ce plan :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les cotes d'altitudes du haut du stock et du fond du plan d'eau ; - la distinction entre les zones en cours d'exploitation, les zones réaménagées, les zones en cours de réaménagement et les futures zones, ainsi que les surfaces concernées. Un code couleur peut être utilisés. <p>L'exploitant devra intégrer ces remarques dans le prochain plan d'exploitation annuel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : pour le prochain plan d'exploitation en 2023

N° 11 : Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'argile extraite sera déposée en tas d'une hauteur de 3 à 4 m à coté de la plate-forme technique située à l'entrée du site. Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos. Les fillers (éléments fins de 80 µm) doivent être confinés (sachets, récipients, silos, bâtiments fermés). Le cas échéant, les silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré.
Constats : Le jour de la visite, le 13 septembre 2022, il a été constaté par l'inspection une hauteur de stock supérieure à 4 m (de l'ordre de 6 mètres), stocké sur la phase 4. Le 21 septembre 2022, l'exploitant a indiqué par courriel, photo à l'appui, avoir réduit la hauteur de la zone de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/07/2014, article 5.2
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières à constituer est de 122 473 euros pour la période actuelle, suite à l'actualisation des données.
Constats : L'exploitant a transmis le 14 décembre 2020 l'acte de renouvellement des garanties financières, d'un montant de 122 473 euros.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 7.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser une surveillance de la qualité des eaux souterraines de la nappe de la craie au moyen d'un réseau de piézomètres. Des mesures semestrielles (hautes eaux et basses eaux) sont effectuées. Les paramètres mesurés sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">- pH,- Température ,- Matières en suspension totales (MEST),- Demande chimique en oxygène (DCO) sur effluent non décanté,- Hydrocarbures,- Hydrocarbures aromatiques Polycycliques . Les niveaux piézométriques (indiqués en m NGF) sont également relevés lors de chaque mesure.
Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport de suivi de la qualité des eaux souterraines, effectué par la société SGS le 4 avril 2022 (le suivi précédent date du 3 décembre 2021). Les résultats montrent une tendance stable, malgré une mesure des MES de 68 mg/l. Toutefois, l'exploitant a montré l'évolution sur ce paramètre, et on observe qu'à l'état initial les concentrations étaient supérieures, et qu'une nette diminution est observée depuis 2019. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué à l'inspection que la société ESIRIS avait procédé au nettoyage du piézomètre aval le 3 décembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 7.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les bruits émis par l'exploitation ne doivent pas engendrer, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse,...) de ces mêmes locaux, une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après :</p> <p>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement) Emergence admissible de 7 h à 22 h sauf dimanche et jours fériés : Supérieur à 35 dB (A) mais inférieur ou égal à 45 dB (A) : 6 dB (A) Supérieur à 45 dB (A) : 5 dB (A)</p> <p>L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement). Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :</p> <p>Niveau admissible en dB (A) admissible en limite de propriété de 7 h à 22 h sauf dimanche et jours fériés : 70 dB (A)</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport de mesures des niveaux de bruit, effectué par le Bureau Véritas le 27 avril 2021. Les trois points en limite de site et les deux points en zone à émergence réglementée montrent des niveaux inférieurs aux seuils réglementaires, ce qui est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet